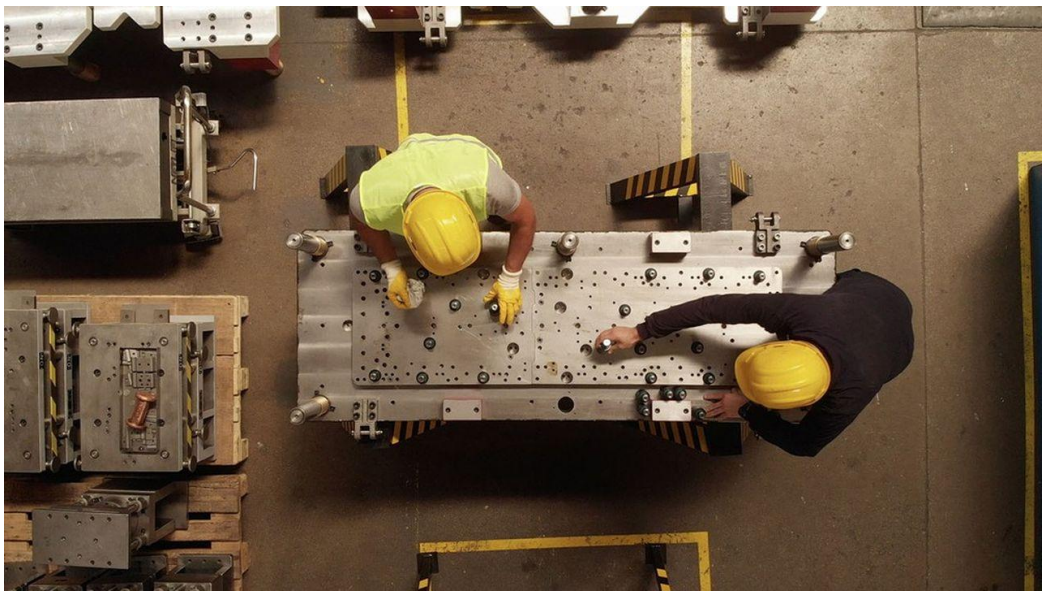
« Un Américain produit 80 % de richesse en plus : la France a aujourd'hui une préférence pour la pauvreté »

Alors que lycéens réclament plus de moyens, le vrai problème n'est pas dans la répartition de la richesse mais dans sa production insuffisante. Le dirigeant d'entreprise François Riahi appelle à un « wake up call » face au décrochage économique de la France, qui passera inévitablement, à court terme, par l'austérité.



Le décrochage économique du pays alimente les revendications sociales, selon François Riahi. (Photo iStock)

Par François Riahi (Directeur général de Banijay Group et de LOV Group)

Publié le 27 oct. 2026 à 08:25Mis à jour le 27 oct. 2026 à 10:26

Nous voyons face à face dans les rues de France des lycéens qui demandent plus de moyens face à des forces de l'ordre, qui en réclament également, alors que la dépense publique exprimée en points de PIB est au zénith. Devant ce paradoxe, le débat public se focalise actuellement sur les inégalités et les dépenses des administrations, alors qu'il s'agit avant tout d'un problème de production de richesse insuffisante. Il y a, bien sûr, des économies à réaliser dans la sphère publique, mais le vrai sujet est que la France décroche économiquement.

Il suffit de regarder le classement du PIB/habitant des différents pays, indicateur simple qui mesure la richesse produite par habitant chaque année, pour constater les dégâts. La France est le 33e pays dans ce classement.

Les Français y sont déclassés par rapport aux pays développés occidentaux : un Anglais produit 17 % de richesse en plus en moyenne qu'un Français, un Allemand ou un Belge 25 % de plus, un Suédois 35 % de plus, un Australien 45 % de plus, un Néerlandais 50 % de plus, un Danois 60 % et un Américain 80 % de plus, tandis que l'Italie vient de rejoindre le niveau français. Nous ne sommes tout simplement plus aujourd'hui un pays riche.

Ecart technologique croissant

En 1980, la France était au même niveau que les Etats-Unis, l'Allemagne ou la Belgique, un des pays les plus riches du monde.Le décrochage actuel est le cumul de deux effets : un décrochage de l'Europe avec les Etats-Unis principalement depuis la crise financière de 2008 et l'écart technologique croissant, mais aussi, et on ne le dit pas assez, un décrochage de la France par rapport à l'Europe depuis une quinzaine d'années. Nous nous situons aujourd'hui sous la moyenne de la zone euro.

Produire moins de richesse a des conséquences directes : nos dépenses de santé en euros par habitant sont inférieures de 20 % à celles des Allemands ou des Néerlandais. Mais comment pourrions-nous nous payer le même confort en termes de santé que des pays plus riches de 25 ou 50 % ? Déjà, certains médicaments deviennent indisponibles en France, car leur prix d'achat est fixé à un niveau plus faible que dans les autres pays pour qu'il soit supportable par la Sécurité sociale. En matière d'éducation, notre dépense par habitant en euros est aussi nettement inférieure à celle de nos voisins plus riches.

« C'est d'abord un problème de taille du gâteau, pas de répartition. »

La stratégie française de travailler moins que les autres pays (retraites plus précoces, 35 heures…), de préférer le principe de précaution (droit du travail, réglementations préventives…) à l'activité économique, de taxer fortement la production, d'accepter une immigration non dictée par le besoin de main-d'œuvre, a eu des effets mécaniques : nous avons décroché fortement en termes de richesse par habitant.

C'est d'abord un problème de taille du gâteau, pas de répartition. Denis Olivennes avait théorisé dans les années 1990 « la préférence française pour le chômage ». Aujourd'hui, on peut parler de préférence pour la pauvreté.

Austérité inévitable

Comme un ménage qui a vu ses revenus décroître et plutôt que d'ajuster ses dépenses ou de trouver des revenus complémentaires, recourt au crédit à la consommation, nous avons accumulé une dette faramineuse. La hausse des taux met fin à cette facilité.

La crise financière actuelle va nous forcer à plus de cohérence. Il n'y a pas de fatalité, comme le montrent les pays qui nous ont rattrapés ou sont en train de le faire et ceux qui sont repartis de l'avant après une crise financière douloureuse (Grèce, Portugal).

La réponse à cette crise financière devra dépasser l'austérité, qui sera malheureusement inévitable à court terme, et nous conduire à revoir en profondeur notre organisation économique pour inverser la tendance productive dans notre pays. La réponse à notre situation à moyen terme est dans la croissance, pas dans l'austérité, car la France a toutes les raisons et toute la légitimité à vouloir redevenir un pays riche. Cette crise doit constituer un « wake up call » pour stopper la dégringolade économique.